

TÉMOIGNAGE

Calcul de la pension de retraite

Dans tous les courriers que nous recevons, les modalités de calcul de la pension de retraite figurent en première place des réclamations des lecteurs. L'exemple que nous publions ci-dessous en est une des illustrations.

«Me sentant victime d'une injustice flagrante, je me permets de venir très respectueusement à vous et par la plus grande marque de considération afin de solliciter de votre rubrique «Soir Retraite» quelques renseignements ayant trait à «l'étude» d'une pension de retraite. Ces éléments de réponse me permettront de bien cerner le mode de calcul dont s'effectue l'étude d'une pension de retraite et, si besoin, engager un recours. Je porte à votre connaissance que je suis un ex-cadre des travaux publics ayant à mon actif 32 ans de service. Durant cette période, j'ai, avec le grade d'ingénieur, assumé les fonctions de subdivisionnaire au niveau de la wilaya de Bouira. Après 32 ans de loyaux services, je fus admis à faire valoir mes droits à la

retraite. Mais quelle surprise en apprenant que la notification qui m'est signifiée portait la minable somme de 5 902,97 DA. Sur quelle base s'est faite l'étude ? Quels sont les paramètres retenus dans cette étude ? Un mystère. Outré et écœuré par cette révision surprenante, j'ai adressé moult requêtes aux services concernés (DTP, CNR, Fonction publique) pour en connaître les tenants de ce problème en vain.

De ces services, je n'ai eu qu'un silence épris et un manque de considération face à mon courrier pourtant digne d'intérêt. Après plusieurs années d'attente et devant la surdité de ces responsables, j'ai adressé une requête à Monsieur le ministre du Travail et de l'Emploi en portant à sa connaissance le calvaire enduré.

Car, il est impensable qu'un ingénieur avec 32 ans de service se voit admis à la retraite de la sorte.

En réponse (copie) ce ministère me fait part que l'assiette ayant servi dans le calcul s'est faite sur la base d'un relevé transmis par mon ex-employeur (DTP de Bouira). Ce relevé ne comporte que 12 mois des derniers salaires (période où j'étais en congé

maladie). Pourtant, la réglementation a/s des pensions de retraite stipule que :

1) Dans le calcul de la pension, on doit tenir compte du salaire que percevait le retraité lorsqu'il était en activité et c'est le salaire mensuel moyen des cinq dernières années précédant la mise à la retraite.

2) Si c'est plus favorable au salaire mensuel moyen déterminé sur la base des cinq dernières années ayant donné lieu à la rémunération la plus élevée en cours de carrière.

Je doute fort que quelque part il y ait zone d'ombre du fait que les données sus-énumérées n'aient jamais été prises en considération.

A la lumière du contenu de la lettre de la CNR, je déduis que le problème réside dans ce fameux relevé transmis par la DTP de Bouira où il n'est fait référence qu'à 12 mois de salaire au lieu de cinq années conformément à la réglementation.

Est-ce une erreur, une bévue ou tout simplement un manque de connaissance sur le plan retraite? Toujours est-il, mes droits restent bafoués.

Dans ce cas de figure, vous serez d'une

extrême gentillesse de me faire savoir si l'assiette retenue dans le calcul de ma retraite reste conforme à la loi. Dans le cas contraire, m'informer de la marche à suivre afin de faire valoir mes droits légitimes. Je vous précise que le montant de 27 346,49 porté dans la lettre de la CNR est le fruit de plusieurs augmentations, réajustements effectués depuis 1992. A mon départ en retraite je percevais 5 902,97 DA.

En vous remerciant par avance de l'intérêt que vous réserveriez à ma requête, je vous prie de croire, cher responsable, en ma parfaite considération.»

M. Hamia Slimane,
Boghni (Tizi-Ouzou)

RÉPONSE : La loi relative à la retraite est claire : le calcul de la pension se fait sur la base des salaires des cinq dernières années d'activité ou, si c'est plus avantageux, des cinq meilleures années en terme de salaires perçus. Si vous considérez avoir été lésé, est-ce plutôt la «faute» à votre employeur ? Auquel cas, c'est à celui-ci d'apporter les corrections nécessaires.

COURRIER DES LECTEURS

Complément de retraite et MIP

Par le biais de votre journal *Le Soir d'Algérie*, je viens respectivement, par la présente, solliciter votre aide et assistance, pour recouvrer mes droits auprès de la Mutuelle industrie pétrole (PCR). Je suis retraité Sonatrach ayant travaillé du 01.05.1971 au 01.03.2003, et cotisé durant cette période.

Cette dernière PCR m'a transmis un décompte diabolique de ma pension complémentaire retraite, que je déteste à ce jour. La Sonatrach et la MIP (PCR) ont signé un accord stipulant que tout agent ayant accompli 32 années de service percevra ses 20% de la MIP (PCR). Vu ses décomptes astucieux et maffieux, l'association des retraités Sonatrach Alger a poursuivi en justice cette dernière, et les retraités ont perçu leurs droits avec dommages et intérêts. Vu les 02 jugements opérés à Chéraga et Blida en faveur des retraités Sonatrach, cette PCR (s'obstine) et fait la sourde oreille pour la régularisation des pauvres retraités. Gare à celui qui osera perturber la tête pensante de cette hydre par un avocat «jurisprudence», son salaire sera bloqué et personne n'interviendra, jusqu'à ce que ce pauvre retraité fasse un désistement au profit de cette PCR. Je suis dans la tourmente, l'association des retraités de Skikda, la jurisprudence m'ont soutiré de l'argent, et n'ont rien fait. A ce stade-là, je vous saurai gré de me dire si je peux poursuivre en justice la PCR à partir de Skikda, sans me déplacer à Alger. Si oui, comment ? Pour information, la direction Sonatrach Est dispose d'une MIP, mais pas d'une PCR uniquement à Alger.

Je vous transmets une note d'information du PCA, «que du bluff» rien n'a été régularisé à ce jour. Ils reconnaissent leur méfait, mais s'obstinent à ne pas régulariser. Comment faire SVP ?

Un lecteur

RÉPONSE : Si vous estimez avoir été lésé par la MIP, c'est votre droit d'ester en justice cette dernière.

«Donc des soldats non assurés...!?»

Que d'encre a coulé pour ce sujet concernant les appelés de l'Armée populaire nationale (ANP), des jeunes et moins jeunes (ceux qui terminent leurs études) qui sont appelés à passer leur service national, dans le but d'être serviables et solidaires pour garantir le développement et la sécurité de l'Etat (le pays). Alors la moindre des choses qu'on puisse faire pour ces appelés, c'est qu'ils soient assurés si jamais il leur arrive quelque chose.

Malheureusement c'est resté sans suite : manque de considération ! Vous pensez (les responsables civils et militaires) que c'est normal que des jeunes qui s'enrôlent dans l'armée pour être au service du pays et la nation, dans le développement (travail) et à la sécurité (militaire) du pays,

ainsi que tout le sacrifice que ça engendre : l'éloignement de la famille, le sacrifice d'argent (pour ceux qui travaillaient : médecin, ingénieur, enseignant, maçon, plombier, etc.), le risque de guerre, car en étant dans l'armée ou ne sait jamais ce qui peut arriver, qu'ils ne soient pas assurés ?

C'est un manque de respect pour ces soldats du service national et pour l'ANP tout entière ! Ceux qui ont négligé cela sont les ennemis de l'Algérie. Au contraire, il faut donner beaucoup plus de respect à ces soldats qui se sont engagés à leur risque et péril ! La moindre des choses c'est qu'ils soient assurés durant leur service national pour service rendu au pays et à l'Etat. C'est un acte de patriotisme ! Les services militaires concernés doivent rectifier l'erreur dans les droits et le respect que méritent les soldats du service national.

Un ex-appelé du service national

Majoration pour conjoint à charge

Bonjour, merci pour tout ce que vous faites pour nous aider et nous éclairer, vous faites du bon travail, bravo à toute l'équipe ! Continuez.

J'ai l'honneur de venir très respectueusement solliciter de votre haute bienveillance de bien vouloir m'informer sur ce qui suit :

1) Majoration conjoint

Je me suis marié en septembre 1991, il s'avère que mon épouse n'avait pas de papiers administratifs, problème que j'ai réglé 23 ans plus tard par un acte de jugement auprès du tribunal de Rouiba la 31 août 2015.

J'ai sollicité la CNR pour l'attribution de la prime «majoration conjoint», celle-ci m'a été attribuée à partir de janvier 2016, avec un rappel avec date d'effet le 31.08.2015, date du jugement au lieu de la date de mon mariage. Est-ce que c'est logique?

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer.

Veuillez agréer, messieurs, mes salutations distinguées.

M. Adjout Dahmane, Reghaïa

RÉPONSE : La CNR a agi conformément à la loi en vigueur : la date figurant dans le jugement est la référence.

Allocation de retraite, puis reprise d'activité

Fidèle lecteur du *Soir d'Algérie* dont je me plais à lire quotidiennement ses enrichissantes chroniques.

En effet, ayant écrit plusieurs lettres successives notamment au cours de l'année écoulée, la dernière en date du 17 février 2016 dont je n'ai obtenu aucune réponse.

Voilà mes questions, j'ai bénéficié d'une allocation retraite au bout de sept (07) années d'activité (à l'âge de 60

ans) puis j'ai repris du service dans un autre établissement en comptabilisant 17 autres années avec cotisations auprès de la cnas. Ma question est la suivante :

- Pourrai-je demander à la CNR la prise en charge de ces années (17 ans) ? Dans le cas contraire, que dois-je faire?

- La Cnas peut-elle me rembourser les cotisations déjà effectuées dont le cas où elle s'obstine à ne pas régulariser ma situation?

J'attends impatiemment chaque mardi d'être orienté par vos soins, ne serait-ce que pour réchauffer le cœur d'un vieux retraité. Merci pour le travail que vous faites.

M. Mebarki Saïd

RÉPONSE : L'allocation de retraite dont vous avez bénéficié à partir de 60 ans est réputée définitive.

Par conséquent, vous ne pouvez prétendre à une révision de vos droits à la retraite, ni bénéficier d'un remboursement des cotisations versées dans le cadre d'une reprise d'activité.

Demande d'aide et éclaircissement

Permettez-moi de vous exposer mon cas qui demeure suspendu. Etant employée comme femme de ménage au niveau du secteur des postes et télécommunications de Djelfa (PetT) depuis le 01.01.1982 à ce jour, actuellement entreprise «Algérie Poste» (demeure toujours en activité).

- Née le 24 octobre 1962

- Mariée avec 6 enfants à charge

- Occupant cet emploi pour 4 heures de travail.

J'ai déposé un dossier pour départ à la retraite par le biais de mon employeur au niveau de la caisse de Djelfa depuis octobre 2014, cette dernière a classé le dossier pour motif de nombre de trimestres insuffisant, 51 au lieu de 60. (Loi 83/12 art.6). J'ai formulé une demande de retraite proportionnelle (anticipée ou sans condition d'âge) et cela vu ma situation familiale, de santé et suite à la perte de mon mari de son emploi.

J'ai l'honneur de vous demander très respectueusement de m'éclairer et de m'orienter. Acceptez mes meilleurs sentiments.

M^{me} L.F. Tadmit, wilaya de Djelfa

RÉPONSE : Au vu de votre âge (54 ans) et du nombre d'enfants, vous auriez pu prétendre à une pension de retraite dès 52 ans, mais à condition effectivement de cumuler au moins 60 trimestres de cotisations. Puisque vous êtes encore en activité, il est préférable de la poursuivre encore pendant 9 trimestres pour pouvoir bénéficier du montant minimum de la pension de retraite, ou si vos problèmes de santé le justifient, vous mettre en arrêt de maladie pendant cette période restante.